

Pour une vision partagée de l'avenir de notre pays

IIIème partie

La réconciliation nationale signifie d'abord une renonciation unanime, publique et sans équivoque de tous les acteurs politiques, à toute forme de violence comme mode d'accès ou de maintien au pouvoir. C'est ensuite l'organisation du consensus national le plus large possible pour la formulation de la vision la plus partagée qui soit, de l'avenir de notre pays. C'est enfin une cure collective permettant à chacun de se mettre sérieusement en cause afin de se préparer à assumer l'exigence d'acceptation mutuelle et de respect de la différence.

Le contexte dans lequel notre fragile démocratie est née fut largement influencé par divers obstacles psychologiques que notre évolution n'a pu encore dépasser entièrement. D'abord les traumatismes résultant des événements de 1989 qui ont été revivés à tort par la campagne électorale de 1992. Ensuite les comportements faisant partie de l'héritage du régime d'acceptation et du monolithisme dont les acteurs craignent toujours l'avènement d'un régime atteint par cette épidémie d'infantilisme vindicatif qui a fait bien des ravages dans certains pays. Il en résulte que le paysage politique issu de cette période et qui a très peu changé depuis lors, demeure marqué par la passion et l'absence de toute communication entre un pouvoir forcé à faire feu de tout bois et une opposition frustrée pour avoir tout perdu, à force de vouloir tout gagner.

Les élections de 1992 ont donné à l'opposition d'excellents résultats et surtout la chance de pas avoir été investie d'un pouvoir qu'elle n'avait guère l'expérience de gérer et dont elle aurait été chassée dans la meilleure des situations. Mais au lieu d'avoir une juste appréciation des rapports de force apparents et cachés, d'occuper et d'élargir l'espace qu'elle avait acquis sans grand sacrifice avec 40% des parlementaires et d'épargner au pays une alliance du Pouvoir avec les forces les moins favorables au progrès par crainte de l'instabilité, l'opposition a préféré continuer à camper sur les cimes du nihilisme en attendant un éventuel sauveur.

Depuis lors, notre opposition fut atteinte par le virus de la scissiparité pour subir enfin le sort de ce berger tellement exigeant qu'il a fini par découper entièrement son bâton à force de vouloir le tailler comme il faut. Cette dislocation de l'opposition, donnant naissance à une constellation de petits groupes aussi fragiles et éphémères les uns que les autres, ne peut s'expliquer que par deux raisons qui peuvent d'ailleurs se conjuguer. Ou bien l'opposition n'est pas capable de formuler une stratégie commune ou une philosophie propre en matière de gestion de l'Etat, ou bien elle n'est pas capable de s'entendre sur un leadership commun et les problèmes d'honneur personnelle y prennent le dessus sur les enjeux nationaux. Dans les deux cas, la vulnérabilité de l'opposition est avérée de manière on ne peut plus claire. En tout état de cause, les maux reprochés au régime, à savoir l'incohérence des politiques et l'exercice solitaire du pouvoir, sont exactement ceux de l'opposition qui s'est désagrégée avant même d'avoir le pouvoir et la responsabilité d'en définir les orientations.

L'autre versant du paysage politique n'est guère plus luxuriant. Une majorité présidentielle campe dessus, avec un parti géant pour avoir été atteint de koshiorkor politique, comme tous ceux qui sont solide-

ment ancrés dans la tradition monolithiste, et dont les congrès et les réunions prennent tantôt l'allure de prières funébres où les gens restent debout du début à la fin, tantôt celle de fiestas au milieu de cimetières. Les soi-disant partis de l'opposition font semblant de se concerter, d'avoir des divergences et des convergences, alors que ceux de la majorité se contentent de communiquer par télépathie. Et quand il leur arrive de se concerter, ils le font par courtoisie ou par mimétisme, car le Parti au pouvoir peut afficher autant de mépris que nécessaire pour faire comprendre aux autres qu'il n'a guère besoin d'eux. En effet, tant que le Président est là, le parti au pouvoir n'aura que faire de son trop plein, et dans l'hypothèse contraire, il n'y aura plus de problème car le parti aura disparu lui aussi.

En somme la majorité présidentielle, formée de partis sans âme et d'âmes sans parti, constitue un véritable casse-tête pour la génétique et les spécialistes du clonage.

Il est illusoire de penser qu'un paysage politique puisse être autre chose que le fruit naturel de la société qui l'a engendré. Le pouvoir et l'opposition ne peuvent, en aucun cas, être que le produit d'un contexte donné de l'évolution historique, sociale, économique et culturelle de la société mauritanienne. Aucun d'eux ne pourra échapper aux conséquences dramatiques de la fragilité du microcosme politique et c'est l'une des principales leçons que nous devons tirer de toute urgence, des événements du 8 juin 2003. Nous devons surtout comprendre que l'histoire est un torrent qu'on ne peut endiguer et auquel il faut nécessairement aménager un ouvrage de vidange et un déversoir si l'on ne veut pas que tôt ou tard, il emporte la digue tout entière ou se crée un autre lit ailleurs. Le plus difficile cependant, ce n'est pas de construire ces ouvrages, mais de les utiliser selon les règles de gestion appropriées et surtout de les consolider sans cesse pour en assurer la pérennité.

Le Président de la République a eu certes le mérite de faire sortir le pays du creux de la vague, de mettre en place un dispositif constitutionnel adéquat, même s'il doit être de nouveau repensé à certains endroits, de perfectionner les instruments matériels de la démocratie et de donner au pays une perspective de continuité. Mais le système est, encore, d'une extrême fragilité, les règles de fonctionnement des institutions démocratiques demeurent faussées par les survivances manifestes du monolithisme et la vision partagée, au moins sur l'essentiel, reste largement déficiente.

Est-ce à dire que nous sommes dans une impasse ? Il faut le craindre, au moins parce que certains répondent déjà par l'affirmative, en exprimant un excès mortel de pessimisme dont le contraire ne serait pas moins dangereux. En réalité nous sommes plutôt devant un fossé que nous ne croyons pas pouvoir dépasser, comme c'est souvent le cas, quand l'évolution impose des bonds qualitatifs, des mutations impliquant non seulement des efforts inhabituels, un langage différent et de nouvelles méthodes, mais aussi des séparations avec des compagnons qui ne peuvent plus aller au-delà. Ce fossé, aussi large qu'il puisse nous paraître, est plus un handicap psychologique causé par l'accumulation du mépris, de la haine et des incompréhensions

seulement entretenues par les entourages immédiats, qu'un manque de ressources humaines, de bonne volonté et de possibilités réelles de dépassement.

Le poids de l'habitude est, dans les deux camps, omniprésent dans cette vision pessimiste qui empêche le dialogue. Pour le Pouvoir, il ne peut en être autrement car, comment se débarrasser d'une approche verticale des choses quand on a passé trente années de commandement, obéissant ou se faisant obéir sans commentaire ni murmure ? Comment oublier qu'on a failli, plusieurs fois et à tort, payer de sa propre vie, le prix du caprice, de la mauvaise foi et de la folle ambition personnelle des autres ? Comment avoir confiance en ceux qui peuvent être empêchés par un fol élan de revanche, de contribuer à assurer pour le pays, un avenir serein ? Comment témoigner du respect à ceux qui, pour réaliser leur ambition personnelle, n'hésitent pas à exposer nos contradictions et nos divergences sur le marché international de la surenchère politique et à s'allier avec le premier venu ?

Pour l'Opposition, le handicap est de même nature mais il est plus profond qu'on ne pourrait le croire. D'abord la tradition monolithiste a créé chez nous, comme le constate M Ahmad Ould Sidi Baba, une culture dont l'opposition à l'Autorité Publique est une vertu cardinale. Le machichisme s'y enracine si profondément que le Pouvoir et l'opposition entretiennent, dans l'imaginaire du premier, de la seconde et même de la société tout entière, l'immuable rapport entre la lumière et l'obscurité. Ensuite l'avènement de la démocratie fit sortir subitement l'opposition des labyrinthes de l'activité, clandestine où elle avait passé plusieurs décennies. La clandestinité a été pour les cercles restreints, formés sur une base idéologique souvent dogmatique et qui constituent le moteur de l'opposition, une véritable caverne de Platon dont on connaît bien l'allégorie.

Quel paysage politique pourrait-on voir naître de ce contexte si ce n'est celui de la manifestation constante de mépris réciproque, de paranoïa, de schizophrénie, de mythomanie collective et d'immobilisme au nom de la prudence, du réalisme et de la primauté de l'impératif de sauvegarde de l'Etat ?

C'est dire d'emblée que nous avons besoin de courage à tous les niveaux, en particulier celui du Pouvoir en place, du Président et des nombreux cadres qui prétendent le soutenir. Nous devons non seulement donner le meilleur exemple dans l'accomplissement de notre mission, accepter que nous soyons mis en cause, reconnaître ce qui ne marche pas dans notre système, mais surtout agir énergiquement pour élargir le consensus national, promouvoir le débat autour des problèmes nationaux, formuler une vision partagée au maximum pour l'avenir de notre pays et obvier ainsi au danger des écueils de la mésaventure.

Je ne suis pas encore en âge de rendre compte de mes mémoires, mais on me permettra de me souvenir d'une phrase que le Président m'a dite récemment, en parlant de l'un de nos compatriotes qui a commis de graves erreurs, il y a quelques temps : " Tout le monde peut être faible à un moment donné, mais l'Etat est une vaste famille et les parents aiment toujours les plus faibles parmi leurs enfants ". Cette

PAR ISLEM OU OULD ABDOU

phrase ne peut venir que d'un cœur plein de générosité, infiniment capable de pardon et d'une conception hautement humaniste de l'Etat et de la politique. En tout état de cause, il est permis de fonder le plus grand espoir sur le Président de la République, en tant que responsable du pays, artisan de tout ce qui a été réalisé depuis plus de vingt ans, et garant de l'unité nationale, pour promouvoir un climat de décentration, d'ouverture et de dialogue à travers les voies et par les moyens qui paraissent les plus adéquats.

En fait, que perdons-nous en donnant à notre vision des problèmes, de leur solution ou de l'avenir du pays, une plus large légitimité fondée sur le plus large consensus possible. Que ne pardonnons-nous pas en ne le faisant point ? Je le sais, les partisans du monolithisme et d'autres milieux qui veulent continuer à prendre le régime en otage, sauront pour susciter la méfiance, chercher à faire des exclusions bloquantes quand bien même la décentration se profèrera ! Je sais également que parmi les protagonistes, il y a des ingérables, mais dans notre société nomade, il n'y a pas de position qu'on ne puisse abandonner au gré des nuages et des saisons. Ceux qu'on présente à tort comme irréductibles ne sont que des citoyens capables de faire bien des concessions pour la sauvegarde de l'essentiel.

Monsieur Messoud Ould Boulkeir est un homme intelligent et au fond généreux qui peut avoir été traumatisé par des injustices endurées personnellement, bien avant nous et que notre régime a tout fait pour réparer. Il ne peut pas ne pas savoir que la cause qu'il défend ou prétend défendre ne peut être poursuivie que par le déploiement d'un monde enseveli, une revanche sur les morts, tout autant que le serait la revanche des noirs américains sur les cimetières de la floride.

Ceux qu'on voudrait à tout prix qualifier de fondamentalistes sont pourtant condamnés à respecter les limites imposées depuis des siècles aux tenants de la vision positiviste et rigoriste de l'islam. Celui qui prévaut et prévaudra toujours en Mauritanie, est un amalgame d'attitude soufiste, de mythologie chiite et de gestion sunnite des rapports humains. Personne n'a pu et ne pourra modifier ce compromis comme l'ont tenté, Cheikh Tourad, Nasser Eddine et Le fakih Fah. La Mauritanie est dominée depuis des siècles, par ces icebergs spirituels que sont les confréries ; elle s'est accommodée des coutumes négro-africaines et berbères fortement empreintes de pratiques animistes et s'enracine déjà dans la culture démocratique moderne. Ni Cheikh Dedou, ni Salmi Ould Mansour, ne peuvent ignorer ces limites et c'est la raison pour laquelle, le premier appelle au dialogue et le second au respect des libertés démocratiques. Quant aux autres acteurs politiques, il y a encore moins de raison pour qu'ils prennent la responsabilité de s'exclure eux-mêmes d'une œuvre aussi salutaire de réconciliation nationale.

Mais la meilleure approche pour déclencher un sursaut national, serait l'adoption des réformes par nous-mêmes, pour susciter et justifier l'adhésion de nos protagonistes et pour conserver l'initiative. De quelles réformes avons-nous besoin ? C'est la question à laquelle chacun doit apporter une contribution.

Pour une vision partagée de l'avenir de notre pays

IIème partie

La réconciliation nationale signifie d'abord une renonciation unanime, publique et sans équivoque de tous les acteurs politiques, à toute forme de violence comme mode d'accession ou de maintien au pouvoir. C'est ensuite l'organisation du consensus national le plus large possible pour la formulation de la vision la plus partagée qui soit, de l'avenir de notre pays. C'est enfin une cure collective permettant à chacun de se mettre sereinement en cause afin de se préparer à assumer l'exigence d'acceptation mutuelle et de respect de la différence.

Le contact dans lequel notre fragile démocratie est née fut largement influencé par divers obstacles psychologiques que notre évolution n'a pu encore dépasser entièrement. D'abord les traumatismes résultant des événements de 1989 qui ont été revivés à tort par la campagne électorale de 1992. Ensuite les comportements faisant partie de l'héritage du régime d'exception et du monolithisme dont les acteurs craignent toujours l'avènement d'un régime atteint par cette épidémie d'infantilisme vindicatif qui a fait bien des ravages dans certains pays. Il en résulte que le paysage politique issu de cette période et qui a très peu changé depuis lors, demeure marqué par la passion et l'absence de toute communication entre un pouvoir forcé à faire feu de tout bois et une opposition frustrée pour avoir tout perdu, à force de vouloir tout gagner.

Les élections de 1992 ont donné à l'opposition d'excellents résultats et surtout la chance de pas avoir été investie d'un pouvoir qu'elle n'avait guère l'expérience de gérer et dont elle aurait été chassée dans la meilleure des situations. Mais au lieu d'avoir une juste appréciation des rapports de force apparents et cachés, d'occuper et d'élargir l'espace qu'elle avait acquis sans grand sacrifice avec 40% des parlementaires et d'épargner au pays une alliance du Pouvoir avec les forces les moins favorables au progrès par crainte de l'instabilité, l'opposition a préféré continuer à camper sur les cimés du nihilisme en attendant un éventuel sauveur.

Depuis lors, notre opposition fut atteinte par le virus de la scission pour subir enfin le sort de ce berge tellement exigeant qu'il a fini par découper entièrement son bâton à force de vouloir le tailler comme il faut. Cette dislocation de l'opposition, donnant naissance à une constellation de petits groupes aussi fragiles et éphémères les uns que les autres, ne peut s'expliquer que par deux raisons qui peuvent d'ailleurs se conjuguer. Ou bien l'opposition n'est pas capable de formuler une stratégie commune ou une philosophie propre en matière de gestion de l'Etat, ou bien elle n'est pas capable de s'entendre sur un leadership commun et les problèmes d'humour personnelle y prennent le dessus sur les enjeux nationaux. Dans les deux cas, la vulnérabilité de l'opposition est avérée de manière on ne peut plus claire. En tout état de cause, les maux reprochés au régime, à savoir l'incohérence des politiques et l'exercice solitaire du pouvoir, sont exactement ceux de l'opposition qui s'est désagrégée avant même d'avoir le pouvoir et la responsabilité d'en définir les orientations.

L'autre versant du paysage politique n'est guère plus luxuriant. Une majorité présidentielle campe dessus, avec un parti géant pour avoir été atteint de koshiorh politique, comme tous ceux qui sont solide-

ment ancrés dans la tradition monolithiste, et dont les congrès et les réunions prennent tantôt l'allure de prières funéraires où les gens restent debout du début à la fin, tantôt celle de fiestas au milieu de cimetières. Les soi-disant partis de l'opposition font semblant de se concerter, d'avoir des divergences et des convergences, alors que ceux de la majorité se contentent de communiquer par télépathie. Et quand il leur arrive de se concerter, ils le font par courtoisie ou par mimétisme, car le Parti au pouvoir peut afficher autant de mépris que nécessaire pour faire comprendre aux autres qu'il n'a guère besoin d'eux. En effet, tant que le Président est là, le parti au pouvoir n'aura que faire de son trop plein, et dans l'hypothèse contraire, il n'y aura plus de problème car le parti aura disparu lui aussi.

En somme la majorité présidentielle, formée de partis sans âme et d'âmes sans parti, constitue un véritable casse-tête pour le génétique et les spécialistes du clonage.

Il est illusoire de penser qu'un paysage politique puisse être autre chose que le fruit naturel de la société qui l'a engendré. Le pouvoir et l'opposition ne peuvent, en aucun cas, être que le produit d'un contexte donné de l'évolution historique, sociale, économique et culturelle de la société mauritanienne. Aucun d'eux ne pourra échapper aux conséquences dramatiques de la fragilité du microcosme politique et c'est l'une des principales leçons que nous devons tirer de toute urgence, des événements du 8 juin 2003. Nous devons surtout comprendre que l'Histoire est un torrent qu'on ne peut endiguer et auquel il faut nécessairement aménager un ouvrage de vidange et un déversoir si l'on ne veut pas que tôt ou tard, il emporte la digue tout entière ou se crée un autre lit ailleurs. Le plus difficile cependant, ce n'est pas de construire ces ouvrages, mais de les utiliser selon les règles de gestion appropriées et surtout de les consolider sans cesse pour en assurer la pérennité.

Le Président de la République a eu certes le mérite de faire sortir le pays du creux de la vague, de mettre en place un dispositif constitutionnel adéquat, même s'il doit être de nouveau repensé à certains endroits, de perfectionner les instruments matériels de la démocratie et de donner au pays une perspective de continuité. Mais le système est, encore, d'une extrême fragilité, les règles de fonctionnement des institutions démocratiques demeurent faussées par les survivances manifestes du monolithisme et la vision partagée, au moins sur l'essentiel, reste largement déficitaire.

Est-ce à dire que nous sommes dans une impasse ? Il faut le craindre, au moins parce que certains répondent déjà par l'affirmative, en exprimant un excès mortel de pessimisme dont le contraire ne serait pas moins dangereux. En réalité nous sommes plutôt devant un fossé que nous ne croyons pas pouvoir dépasser, comme c'est souvent le cas, quand l'évolution impose des bonds qualitatifs, des mutations impliquant non seulement des efforts inhabituels, un langage différent et de nouvelles méthodes, mais aussi des séparations avec des compagnons qui ne peuvent plus aller au-delà. Ce fossé, aussi large qu'il puisse nous paraître, est plus un handicap psychologique causé par l'accumulation du mépris, de la haine et des incompréhensions

savamment entretenues par les entoures immédiats, qu'un manque de ressources humaines, de bonne volonté et de possibilités réelles de dépassement.

Le poids de l'habitude est, dans les deux camps, omniprésent dans cette vision pessimiste qui empêche le dialogue. Pour le Pouvoir, il ne peut en être autrement car, comment se débarrasser d'une approche verticale des choses quand on a passé trente années de commandement, obéissent ou se faisant obéir sans commentaire ni murmure ? Comment oublier qu'on a failli, plusieurs fois et à tort, payer de sa propre vie, le prix du caprice, de la mauvaise foi et de la folle ambition personnelle des autres ? Comment avoir confiance en ceux qui peuvent être empêchés par un fol élan de revanche, de contribuer à assurer pour le pays, un avenir serein ? Comment témoigner du respect à ceux qui, pour réaliser leur ambition personnelle, n'hésitent pas à exposer nos contradictions et nos divergences sur le marché international de la surenchère politique et à s'allier avec le premier venu ?

Pour l'Opposition, le handicap est de même nature mais il est plus profond qu'on ne pourrait le croire. D'abord la tradition monolithiste a créé chez nous, comme le constate M Ahmed Ould Sidi Baba, une culture dont l'opposition à l'Autorité Publique est une vertu cardinale. Le manichéisme s'y enracine si profondément que le Pouvoir et l'opposition entretiennent, dans l'imagination du premier, de la seconde et même de la société tout entière, l'immuable rapport entre la lumière et l'obscurité. Ensuite l'avènement de la démocratie fit sortir subitement l'opposition des labyrinthes de l'activité clandestine où elle avait passé plusieurs décennies. Le clandestin a été pour les cercles restreints, formés sur une base idéologique souvent dogmatique et qui constituent le moteur de l'opposition, une véritable caverne de Platon dont on connaît bien l'allégorie.

Quel paysage politique pourrait-on voir naître de ce contexte si ce n'est celui de la manifestation constante de mépris réciproque, de paranoïa, de schizophrénie, de mythomanie collective et d'immobilisme au nom de la prudence, du réalisme et de la primauté de l'impératif de sauvegarde de l'Etat ?

C'est dire d'emblée que nous avons besoin de courage à tous les niveaux, en particulier celui du Pouvoir en place, du Président et des nombreux cadres qui prétendent le soutenir. Nous devons non seulement donner le meilleur exemple dans l'accomplissement de notre mission, accepter que nous soyons mis en cause, reconnaître ce qui ne marche pas dans notre système, mais surtout agir énergiquement pour élargir le consensus national, promouvoir le débat autour des problèmes nationaux, formuler une vision partagée au maximum pour l'avenir de notre pays et éviter ainsi au danger des écueils de la mésaventure.

Je ne suis pas encore en âge de rendre compte de mes mémoires, mais on me permettra de me souvenir d'une phrase que le Président m'a dite récemment, en parlant de l'un de nos compatriotes qui a commis de graves erreurs, il y a quelques temps : " Tout le monde peut être faible à un moment donné, mais l'Etat est une vaste famille et les parents aiment toujours les plus faibles parmi leurs enfants ". Cette

phrase ne peut venir que d'un cœur plein de générosité, infiniment capable de pardon et d'une conception hautement humaniste de l'Etat et de la politique. En tout état de cause, il est permis de fonder le plus grand espoir sur le Président de la République, en tant que responsable du pays, artisan de tout ce qui a été réalisé depuis plus de vingt ans, et garant de l'unité nationale, pour promouvoir un climat de déscription, d'ouverture et de dialogue à travers les voies et par les moyens qui paraissent les plus adéquats.

En fait, que perdons-nous en donnant à notre vision des problèmes, de leur solution ou de l'avenir du pays, une plus large légitimité fondée sur le plus large consensus possible. Que ne perdons-nous pas en ne le faisant point ? Je le sais, les partisans du monolithisme et d'autres milieux qui veulent continuer à prendre le régime en otage, sursauteront pour susciter la méfiance, chercher à faire des exclusions bloquantes quand bien même la déscription se profilera ! Je sais également que parmi les protagonistes, il y a des ingérables, mais dans notre société nomade, il n'y a pas de position qu'on ne puisse abandonner au gré des nuages et des saisons. Ceux qu'on présente à tort comme irréductibles ne sont que des citoyens capables de faire bien des concessions pour la sauvegarde de l'essentiel.

Monsieur Messaoud Ould Boulkheir est un homme intelligent et au fond généreux qui peut avoir été traumatisé par des injustices endurées personnellement, bien avant nous et que notre régime a tout fait pour réparer. Il ne peut pas ne pas savoir que la cause qu'il défend ou prétend défendre ne peut être poursuivie que par le piedrement d'un monde enseveli, une revanche sur les morts, tout autant que le serait la revanche des noirs américains sur les cimetières de la floride.

Ceux qu'on voudrait à tout prix qualifier de fondamentalistes sont pourtant condamnés à respecter les limites imposées depuis des siècles aux tenants de la vision positiviste et rigoriste de l'islam. Celui qui prévaut et prévaudra toujours en Mauritanie, est un amalgame d'attitude soufiste, de mythologie chiite et de gestion sunnite des rapports humains. Personne n'a pu et ne pourra modifier ce compromis comme l'ont tenté, Cheikh Tourad, Nasser Eddine et Le fakih Fah. La Mauritanie est dominée depuis des siècles, par ces icébergs spirituels que sont les confréries ; elle s'est accommodée des coutumes négro-africaines et berbères fortement empreintes de pratiques animistes et s'enracine déjà dans la culture démocratique moderne. Ni Cheikh Dedou, ni Djemil Ould Mansour, ne peuvent ignorer ces limites et c'est la raison pour laquelle, le premier appelle au dialogue et le second au respect des libertés démocratiques. Quant aux autres acteurs politiques, il y a encore moins de raison pour qu'ils prennent la responsabilité de s'exclure eux-mêmes d'une œuvre aussi salutaire de réconciliation nationale.

Mais la meilleure approche pour déclencher un sursaut national, serait l'adoption des réformes par nous-mêmes, pour susciter et justifier l'adhésion de nos protagonistes et pour conserver l'initiative. De quelles réformes avons-nous besoin ? C'est la question à laquelle chacun doit apporter une contribution.